

# «Les parlementaires roupillent»

Thilo Bode, un opposant au TTIP, était de passage au Luxembourg, hier, afin de réveiller les consciences.

Pour le fondateur et président de Foodwatch, ONG de défense des consommateurs, le TTIP menace, entre autres, nos standards alimentaires.

De notre journaliste  
Frédéric Braun

Le gel des standards n'a pas encore été assez thématisé au

Luxembourg», a estimé Blanche Weber, en référence au controversé Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) en cours de négociation entre l'Union

européenne et les États-Unis. La présidente du Mouvement écologique recevait hier, au siège de l'organisation environnementale, l'opposant au TTIP Thilo Bode fondateur de l'ONG Foodwatch et auteur d'un ouvrage contre l'accord commercial.

D'après cet Allemand, ancien directeur international de Greenpeace, la réduction d'obstacles (convergence réglementaire) qui fonde tout accord de libre-échange devient problématique à partir du moment où la reconnaissance de standards (équivalence) touche à des domaines tels que l'alimentation par exemple, dont la réglementation a été décidée démocratiquement, ce qui est le cas à propos du TTIP.

## ➤ Le TTIP : une menace pour la démocratie

Si Thilo Bode exclut, comme certains gouvernements (se voulant rassurants), que les standards pourraient être nivelés par le bas, il pense en revanche que le TTIP empêchera de les améliorer. Le traité une fois conclu, il deviendra difficile, voire impossible de réclamer un changement sans l'accord du partenaire commercial. Dans le cadre d'un traité international, une telle initiative serait perçue comme une rupture entraînant des amendes.

Comme l'expliquait encore Thilo Bode, des clauses semblables n'auraient rien de consternant s'agissant d'un traité de désarmement. Seulement voilà, le TTIP concerne les «lois qui pénètrent notre quotidien en profondeur». Le TTIP est donc avant tout, pour lui, une «ingérence dans le discours social et politique qui menace la démocratie en contournant les parlements».

Le peu qu'on sait du TTIP, négocié secrètement, ne suffit pas pour

évaluer la portée globale de l'accord et la proposition récente de Cecilia Malmström, commissaire européenne au Commerce, de réformer les fameux tribunaux d'arbitrage également prévus dans le TTIP, ne rassure en rien un Thilo Bode. Ces tribunaux qui permettraient aux investisseurs de porter plainte contre un État au cas où ils verraient leurs bénéfices en danger constituent pour l'ancien chef de Greenpeace une «justice en dehors du système juridique».

## ➤ Ignorants, ultralibéraux et atlantistes

Face à la pertinence de ces quelques réflexions à partir d'une documentation lacunaire sur les enjeux du TTIP, on ne peut pas ne pas être tenté de chercher des explications à l'adhérence étonnante des parlementaires européens à ce projet. Selon Thilo Bode, un tiers des parlementaires vaquerait à d'autres occupations; un tiers serait d'avis que les intérêts économiques doivent prévaloir; un tiers, enfin, «la fraction la plus importante», formerait les atlantistes. Pour l'écologiste, c'est clair : «Les parlementaires roupillent et sous-estiment le caractère explosif du traité.»

En Allemagne, l'opposition est issue du milieu de la société, constate Thilo Bode. Plus les gens s'informent sur le TTIP et plus leur opposition grandirait. Aux Pays-Bas, une pétition référendaire a été lancée le 9 octobre par plusieurs organisations, dont Foodwatch Netherlands. La situation serait plus difficile en France, pays divisé où les opposants au TTIP seraient avant tout issus du milieu d'extrême gauche ou proches du parti d'extrême droite du Front national, ouvertement opposé TTIP ou traité de libre-échange transatlantique, comme on l'appelle encore.



Photo : français aussems

Thilo Bode espère que l'opposition au TTIP continuera de grandir partout en Europe.